

SAINT-DENIS-DE-CABANNE IMMIGRATION

Migrants : « On va vivre dans

Saint-Denis-de-Cabanne, village du Roannais de 1 300 âmes, va accueillir des migrants pendant cinq mois. Une réunion publique était organisée mercredi soir. Elle a tourné à l'affrontement verbal, beaucoup d'habitants n'hésitant pas à utiliser les insultes et les anathèmes pour s'opposer au projet.

« Dans la vie d'un maire, il arrive des choses que l'on ne peut pas prévoir. » Le ton grave de René Valorge, maire de Saint-Denis-de-Cabanne, témoignait de son appréhension avant la réunion publique organisée mercredi soir. Elle s'est justifiée.

La rencontre demandée par le maire aux services de l'État, pour informer les administrés de l'arrivée de migrants dans la commune, s'est vite transformée en mise au pilori. Le centre de vacances de Saint-Denis servira en effet à l'accueil et l'orientation de migrants (a priori afghans, uniquement des hommes) en provenance de la "jungle de Calais". Ils arriveront progressivement à partir du 10 novembre, et devront être repartis fin mars au plus tard. Ils seront en moyenne 80.

Venus répondre aux questions de quelque 500 citoyens du village, chauffés à blanc après l'annonce de cette arrivée prochaine, le sous-préfet de Roanne Christian Abrard, le directeur départemental de la cohésion sociale, Didier Couteaud et les responsables de l'association Entraide Pierre-Valdo, ont été conspués, insultés, pris à partie à chacune de leur prise de parole. « Collabos ! », « Mets-en dans ton garage ! », « On vous retrouvera ! » Liste non-exhaustive. Le tout renforcé par les huées venues de l'extérieur de la salle communale, trop petite pour l'occasion.

Les prises de paroles successives des citoyens montraient leurs inquiétudes sécuritaires profondes et leur incompréhension quant à cette décision dictée par l'État. « On va vivre dans l'insécurité permanente ! », s'est exclamée une habitante. « Pourquoi aider les réfugiés plutôt que les Français qui galèrent ? », s'est interrogée une autre.

Le Front national à l'affût

Après un grand nombre d'interventions qui ont souvent basculé dans la xénophobie, l'ex-élu du Front national du Roannais, Sarah Brosset, a trouvé bon d'intervenir au milieu du débat (auquel elle n'était pas conviée) pour se présenter aux citoyens et réaffirmer son retour politique aux législatives de 2017. Une intervention saluée par une partie du public (le vote à Saint-Denis-de-Cabanne se tourne historiquement à droite) et une récupération politique immédiatement condamnée par le maire René Valorge, qui lui a demandé de quitter l'assistance. À sa sortie, le sous-préfet s'est encore fait vilipender par une partie de la population restée devant la salle. Un jet de pétard en guise d'ultime provocation a

clos les débats dans une ambiance délétère, encadrée par la gendarmerie.

Des réflexions de bon sens

« Cette réunion était nécessaire, a expliqué René Valorge. Il fallait cette concertation avec la population, car cette décision d'accueillir des migrants a été prise sans mon avis. Je savais que ce serait difficile. » Pourtant, durant la réunion, certaines prises de paroles ont été responsables. Comme cet homme, qui s'est dit « abasourdi par tant de haine », précisant que « la commune n'allait pas accueillir des barbares ». Un autre citoyen a proposé de créer un groupe de travail et de réflexion, loin des affrontements verbaux, pour aider la municipalité à accueillir ces personnes fuyant leur pays. René Valorge confirme que dès la fin de la réunion publique, ainsi que jeudi matin, plusieurs volontaires se sont présentés en mairie pour intégrer ce groupe. « J'essaierai également de faire venir à Saint-Denis-de-Cabanne d'autres maires de France qui ont vécu cette situation », a précisé l' élu.

Jérôme Delaby

« Il fallait une concertation avec la population et je savais que ce serait difficile. »

René Valorge,
maire de Saint-Denis-de-Cabanne



■ Environ quatre-vingts migrants afghans arriveront à terme à Saint-Denis-de-Cabanne. Photo d'illustration AFP Philippe HUGUEN

Evenc Richard, préfet de la Loire

« Une procédure a été engagée par le parquet »

Comment réagissez-vous après la réunion houleuse de Saint-Denis-de-Cabanne ?

« Le parquet s'est saisi de l'affaire et a engagé une procédure sur deux points : des écrits et des propos ont été tenus, incitant à la haine raciale, puis il y a eu des attitudes et des menaces à l'égard de personnes représentant l'autorité publique, comme le sous-préfet et le maire, qu'on ne peut pas laisser sans réaction. Certains ont voulu transformer cette réunion en tremplin politique en colportant des écrits et des idées indignes, inacceptables. Mais cette réunion a aussi permis d'avancer, avec le maire, sur la préparation de l'accueil de ces migrants. »

Combien de migrants de Calais vont arriver dans la Loire ?

« Sur les 12 000 personnes qui seront réparties sur le territoire français, 1 785 seront accueillis en Auvergne-Rhône-Alpes, dont 133 dans la Loire. Nous recherchons des lieux pour les accueillir. Pour l'instant, nous avons trouvé un lieu utilisable sans trop de travaux au centre de vacances d'EDF à Saint-Denis-de-Cabanne. Ici, 80 personnes seront hébergées. Nous recherchons encore un ou deux bâtiments pour abriter une cinquantaine de personnes. »

Avertissez-vous les maires des communes concernées ?

« Lorsque nous avons repéré un établissement, nous

traitons avec le propriétaire et le gestionnaire des lieux. Il ne s'agit pas de locaux municipaux. Une fois qu'il y a accord, nous allons voir le maire pour lui expliquer la démarche et lui donner des assurances. L'État prend à sa charge l'ensemble de l'opération. »

Comprenez-vous les craintes des populations des communes qui vont recevoir des migrants ?

« Les personnes qui arrivent ont quitté des pays en guerre et leurs parcours sont difficiles. Alors, quand on annonce l'arrivée d'étrangers dans une petite commune, on peut comprendre les inquiétudes et les interrogations des populations. La réunion a permis d'expliquer comment les choses allaient se passer. Les personnes hébergées dans ce centre ne seront pas laissées dans la nature. Elles seront encadrées par des membres de l'association Pierre-Valdo. Ce n'est pas un dispositif porte ouverte. C'est un endroit où les migrants resteront trois mois maximum, avant d'être orientés vers des lieux adaptés à leur situation administrative. L'effort demandé à une région de 7,7 millions d'habitants d'accueillir 1 785 migrants est supportable. »

Propos recueillis par Dominique Goubatian



■ Photo Claude ESSERTEL